

REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° : N° RG 21/01031 - N° Portalis DBYH-W-B7F-KES2

AFFAIRE : Société SCCV MONTBONNOT MESANGES C/ S.A.R.L. MEN'HELEC, S.A.S. ROUCEAUX, S.A.S.U. PORALU MENIUSERIES, S.A.S.U. SOC METALLURGIQUE DE COURS, Compagnie d'assurance AXA FRANCE IARD, Compagnie d'assurance GENERALI IARD, Compagnie d'assurance SMABTP, Compagnie d'assurance L'AUXILIAIRE, Compagnie d'assurance ALLIANZ IARD, Compagnie d'assurance MAAF, Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, Compagnie d'assurance QBE, S.A. MMA IARD, S.A.R.L. JF INGENIERIE, S.A.S. SO GRE BAT, S.A. TISSOT ETANCHEITE, S.A.R.L. TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, S.A.R.L. FERREIRA, S.A.R.L. CURTO MENUISERIE

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 15 SEPTEMBRE 2021

Par Anne AUCLAIR RABINOVITCH, Présidente du Tribunal judiciaire de GRENOBLE,
assistée de Florine PERRIN, Greffier ;

ENTRE :

DEMANDERESSE

SCCV MONTBONNOT MESANGES, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié audit siège, dont le siège social est sis 29 avenue de l'Obiou - 38700 LA TRONCHE

représentée par Maître Jean ROBICHON, avocat au barreau de GRENOBLE

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSES

S.A.R.L. MEN'HELEC, dont le siège social est sis 28 rue Barnave - 38400 SAINT MARTIN D'HERES

ALLIANZ IARD, dont le siège social est sis 1 cours Michelet - 92800 PUTEAUX

toutes représentées par Maître Gaëlle LE MAT de la SCP GUIDETTI BOZZARELLI LE MAT, avocats au barreau de GRENOBLE

S.A.S.U. PORALU MENIUSERIES, dont le siège social est sis Rue des Bouleaux - 01460 PORT

non comparante

Le : 15 Septembre 2021

Copie exécutoire
et copie à :

la SELARL CABINET
BALESTAS
la SELARL CABINET
LAURENT FAVET
la SCP CHAPUIS
CHANTELOVE
GUILLET-LHOMAT
la SELARL CSCB
Me GUERRY
Me Clémence
GUERRY
la SCP GUIDETTI
BOZZARELLI LE
MAT
Me Jean ROBICHON
la SELARL SELARL
HEINRICH AVOCATS
la SCP SELORON
HUTT GRANGEON

Copie à :

S.A.S.U. PORALU
MENIUSERIES
S.A.S.U. SOC
METALLURGIQUE
DE COURS
QBE
SOGREBAT
SARL FERFEIRA
TERRA CERAMIC
CONSEIL ET POSE

MAAF, dont le siège social est sis CHABAN - 72036 NIORT CEDEX 9

S.A.S. ROUCEAUX, dont le siège social est sis 80 rue du Vercors - 38420 LE VERSOUD

toutes représentées par Maître Laurent FAVET de la SELARL CABINET LAURENT FAVET, avocats au barreau de GRENOBLE

S.A.S.U. SOC METALLURGIQUE DE COURS, dont le siège social est sis 442 rue Pierre Giraud - 69470 COURS

non comparante

AXA FRANCE IARD, dont le siège social est sis 313 Terrasses de l'Arche - 92000 NANTERRE

représentée par Maître Céline GRELET-GRANGEON substituée par Maître GACHET de la SCP SELORON HUTT GRANGEON, avocats au barreau de GRENOBLE

GENERALI IARD en qualité d'assureur de la Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE et de la Société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses dirigeants légaux en exercices domiciliés es qualité au dite siège, dont le siège social est sis 2 rue Pillet-Will - 75009 PARIS

représentée par Maître Yves BALESTAS de la SELARL CABINET BALESTAS, avocats au barreau de GRENOBLE

L'AUXILIAIRE, dont le siège social est sis 50 Cours Franklin Roosevelt - 69006 LYON

représentée par Maître Céline GUILLET LHOMAT de la SCP CHAPUISCHANTELOVE GUILLET-LHOMAT, avocats au barreau de GRENOBLE

MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, dont le siège social est sis 14, Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS

S.A. MMA IARD, dont le siège social est sis 14, Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS

toutes représentées par Maître Laure COMBAZ, avocat au barreau de CHAMBERY (plaidant) et Maître GUERRY, avocat au barreau de GRENOBLE (postulant),

Compagnie d'assurance QBE, dont le siège social est sis Coeur Défense - Tour A - 110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX

non comparante

S.A.R.L. JF INGENIERIE, dont le siège social est sis 4 rue des Jardins - 38500 VOIRON

représentée par Maître DUCROT de la SCP DUCROT & ASSOCIES, avocats au barreau de LYON (plaidant) et Maître Régis JEGLOT, avocat au barreau de GRENOBLE (postulant)

S.A.S. SO GRE BAT, dont le siège social est sis 339 allée de l'Emporey - 38113 VEUREY VOROISE

non comparante

S.A. TISSOT ETANCHEITE, dont le siège social est sis 625 rue de Branmafan - 73230 BARBY

SMABTP, dont le siège social est sis 8 rue Louis Armand - 75015 PARIS

toutes représentées par Maître Guillaume HEINRICH de la SELARL SELARL HEINRICH AVOCATS, avocats au barreau de GRENOBLE

S.A.R.L. TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, dont le siège social est sis 23 rue Joliot Curie - 38400 SAINT MARTIN D'HERES

non comparante

S.A.R.L. FERREIRA, dont le siège social est sis 14B rue des Glairaux - 38120 SAINT EGREVE

non comparante

S.A.R.L. CURTO MENUISERIE, dont le siège social est sis 23 rue Joliot Curie - 38400 SAINT MARTIN D'HERES

représentée par Maître Sabrina CUYNAT-BOUMELLIL de la SELARL CSCB, avocats au barreau de GRENOBLE

D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 21 Mai 2021 pour l'audience des référés du 09 Juin 2021 ;

Vu le renvoi au 15 juillet 2021;

A l'audience publique du 15 Juillet 2021 tenue par Anne AUCLAIR RABINOVITCH, Présidente assistée de Elodie FRANZIN, Adjointe Administrative faisant fonction de greffier, après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 15 Septembre 2021, date à laquelle Nous, Anne AUCLAIR RABINOVITCH, Présidente, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

Par actes des 17, 18, 19, 20 et 21 mai 2021 la SCC MONTBONNOT MESANGES a fait donner assignation à :

- la société MMA ASSURANCES MUTUELLES
- la société MMA IARD
- la société JF INGENIERIE
- la société SO GRE BAT
- la société TISSOT ETANCHEITE
- la société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE

- la société FERREIRA
- la société MENUISERIE CURTO
- la société MEN'HELEC
- la société ROUCEAUX
- la société FORALU MENUISERIES
- la société SOC METALLURGIE DE COURS
- la société AXA
- la société GENERALI
- la société SMABTP
- la compagnie l'AUXILIAIRE
- la société ALLIANZ
- la société MAAF
- la compagnie QBE

aux fins que les opérations d'expertise ordonnées en référé le 31 octobre 2018 (R.G.18/660) et confiées à Monsieur Jean-François BENOIT leurs soient déclarées communes et opposables.

La SCCV MONTBONNOT MESANGES exposait que courant 2014, elle avait entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation à MONTBONNOT SAINT MARTIN. Les travaux étaient confiés aux différents défendeurs.

Des désordres étant apparus, une expertise judiciaire était sollicitée et par ordonnance du 31 octobre 2018, Monsieur Jean-François BENOIT était désigné comme expert. Il préconisait l'appel en cause de divers intervenants. C'est dans ces conditions que la SCCV MONTBONNOT MESANGES appelait divers défendeurs en cause.

Vu les protestations et réserves d'usage de :

- la société MEN'HELEC et la société ALLIANZ.
- la société ROUCEAUX et la société MAAF ASSURANCES
- la compagnie AXA FRANCE
- la société GENERALI
- la société SMABTP et la société TISSOT ETANCHEITE
- la compagnie l'AUXILIAIRE
- la société LA IARD ASSURANCES MUTUELLES et la société MMA IARD
- la société JF INGENIERIE
- la société CURTO MENUISERIE
- la société SO GRE BAT

Vu la non comparution de :

- la société PORALU MENUISERIE
- la société METALLURGIE DE COURS
- la compagnie QBE
- la société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE
- la société FERREIRA

La présente décision susceptible d'appel sera réputée contradictoire en application des dispositions de l'article 473 du code de procédure civile.

Sur ce :

compte tenu des opérations d'expertise en cours, des constatations de l'expert Monsieur Jean-François BENOIT, la SCCV MONTBONNOT MESANGES justifie d'un intérêt légitime à ce que soit ordonnée l'extension sollicitée en application de l'article 145 du Code de Procédure Civile ; il sera fait droit à ses demandes ;

PAR CES MOTIFS

Nous, Juge des référés,
Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453
du Code de Procédure Civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance réputée
contradictoire et en premier ressort

Etendons à :

- la société MMA ASSURANCES MUTUELLES
- la société MMA IARD
- la société JF INGENIERIE
- la société SO GRE BAT
- la société TISSOT ETANCHEITE
- la société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE
- la société FERREIRA
- la société MENUISERIE CURTO
- la société MEN'HELEC
- la société ROUCEAUX
- la société FORALU MENUISERIES
- la société SOC METALLURGIE DE COURS
- la société AXA
- la société GENERALI
- la société SMABTP
- la compagnie l'AUXILIAIRE
- la société ALLIANZ
- la société MAAF
- la compagnie QBE

notre ordonnance de référé du 31 octobre 2018 (R.G.18/660) et **disons** qu'elles seront
appelées aux opérations d'expertise qui leur seront opposables, qu'elles devront répondre
aux convocations de l'expert, assister aux opérations d'expertise, communiquer à l'expert
tous documents que celui ci estimera nécessaires à l'accomplissement de sa mission et faire
toutes observations qu'elles estimeront utiles.

Disons que pour cette extension et nouvelle partie de la mission la SCVV MONTBONNOT
MESANGES devra consigner la somme complémentaire de **1.000 €** au régisseur d'avances
et de recettes du tribunal judiciaire de Grenoble dans **le mois** du prononcé de la présente
décision sous peine de caducité de l'extension de mission de l'expert.

Laissons les dépens à la charge de la SCVV MONTBONNOT MESANGES.

LA GREFFIÈRE
présente lors du prononcé

Florine PERRIN

LA PRÉSIDENTE

Anne AUCLAIR RABINOVITCH

En conséquence, LA REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne
à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent à exécution,
aux procureurs généraux et aux Procureurs de la République
d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique
de prêter main-forte lorsqu'ils seront légalement requis.
Pour copie exécutoire certifiée conforme en 5 pages.
Délivré par le directeur des services de greffe judiciaires du Tribunal
judiciaire de Grenoble le 15/01/19.
Le Directeur des services de greffe judiciaires

